

Amériques latines en lutte !

Bulletin d'information
du groupe de travail
« Amérique latine » du NPA

N° 3 nov-déc 2009
Prix libre



<http://ameriquelatineenlutte.blogspot.com>

EDITO : HONDURAS, NE RIEN LACHER !

Les derniers évènements en Honduras confirment que le putsch a constitué un banc d'essai pour relancer une stratégie de contrôle de la région par l'oligarchie locale et, indirectement, sous l'égide du Pentagone. Il s'agissait d'organiser un coup d'Etat militaire contre un président devenu incontrôlable et face à la montée du mouvement de masse, et ensuite « d'envelopper » le tout dans un processus de négociation politique et diplomatique, visant à donner une légitimité pseudo démocratique au pouvoir putschiste. Sous l'impulsion du gouvernement états-unien, l'accord passé -puis rompu- entre putschistes et le président élu (Manuel Zelaya), symbolise la continuité du pourrissement d'une situation, au travers d'une tactique de négociations engageant les gouvernements des pays de l'Organisation des Etats américains (OEA), pour aboutir à la destitution *de fait* du président déchu, par l'imposition des élections le 29 novembre. Etant donnée la résistance inattendue des mouvements sociaux et du « Front de résistance » honduriens et le rôle exercé par les gouvernements du Venezuela, de la Bolivie, de l'Equateur, les putschistes ont été obligés d'essayer de donner un aspect démocratique à l'issue des évènements. Les élections sont pourtant ressenties par les classes populaires mobilisées comme une mascarade institutionnalisée, ce qui a même provoqué le refus de l'Union européenne et de Miguel Insulza, président de l'OEA, d'envoyer des missions d'observation à cette occasion.

Néanmoins, de la même façon que le gouvernement états-unien, l'UE table aussi sur la dégradation des perspectives progressistes et l'affaiblissement du niveau des luttes dans la région. En 2003, l'UE a conclu des négociations en vue d'accords avec cinq pays de l'Amérique centrale, dont le Honduras, malgré les critiques des diverses organisations internationales. En effet, ces accords, dits d'association, continuellement relancés, ne sont souvent que des clauses réglementaires qui institutionnalisent le libre commerce et le néolibéralisme dans tout le continent. En mars 2009, les confédérations syndicales d'Europe et de l'Amérique latine ont mis en garde la Commission de négociation européenne à ce propos ; en avril 2009, Via Campesina dénonçait publiquement la politique agressive de l'UE (partiellement freinée suite à la sortie du Nicaragua de la table de discussions). La situation d'impasse au Honduras ne sert aucunement les intérêts impériaux de l'UE. Mais, l'obtention de l'interdiction de l'envoi d'observateurs européens pour le scrutin de novembre par les députés Verts n'est nullement suffisante et s'est même montrée dérisoire, car la Commission européenne a contourné la question en décidant d'envoyer deux « experts »... Pour la bourgeoisie européenne, il est vital d'arriver à un accord solide en 2010, lors du Sommet UE-Amérique centrale-Caraïbes (à Madrid).

SOMMAIRE

Solidarités et résistances	2
La lutte mapuche	3
Mexique : coup de force	4
Kraft, Argentine	5
Lecture : E. Cardenal	6
Hommage : Mercedes Sosa	7
Agenda	8



SOLIDARITES ET RESISTANCES

Le NPA a été au cœur de multiples initiatives de solidarité internationaliste cet été. Concernant l'Amérique latine, les attaques dirigées contre les peuples originaires du Pérou, l'augmentation des bases militaires états-uniennes en Colombie, le coup d'Etat au Honduras ont été au centre des mobilisations de solidarité tout au long de la saison. A la rentrée, à ces initiatives se sont ajoutés les messages des peuples originaires¹ de l'Abya Yala², décidées au FSM en janvier dernier. Depuis le 12 octobre 1492, victimes de l'extermination de leurs peuples, ces originaires ne cessent d'être victimes de l'anéantissement de leurs structures sociales, de l'exploitation et du pillage des ressources naturelles de leurs territoires. Les oligarchies, les gouvernements les plus rétrogrades et l'impérialisme répondent à la résistance des peuples indigènes par la criminalisation et par la violence militaire. Le massacre de Bagua, au Pérou, les répressions contre les Mapuches du Chili, en sont des exemples.

Cependant, les attaques se généralisent aussi aux autres secteurs du prolétariat. La lutte contre le licenciement des ouvriers de la firme multinationale Kraft en Argentine, la lutte contre la privatisation de l'entreprise de l'électricité en octobre au Mexique, en sont des exemples. Mais ces sont précisément les peuples originaires – les dits « indiens » – qui sont au cœur de la résistance aux saccages généralisés dans le continent, et le 12 octobre a été célébré dans plusieurs pays pour exprimer leur révolte³.

Au Venezuela, les originaires ont été invitées à participer à une manifestation dans le centre de Caracas pour marquer la résistance de leur peuple. Depuis 2002 le 12 octobre est devenu un jour symbolique pour exprimer le refus du génocide, de la soumission et du saccage des ressources naturelles par l'empire espagnol, au lieu d'être commémoré comme le jour de la découverte de l'Amérique.

Au Chili, dans différentes villes et à Santiago, ont eu lieu plusieurs manifestations, convoquées par l'organisation Meli Witran Mapu, l'un des regroupements mapuches. Plus de 7500 personnes ont manifesté en soutien aux peuples mapuches, actuellement victimes de la répression du gouvernement Michelet, contre la militarisation du sud du pays, « *contre le capitalisme, principal responsable des souffrances des enfants, des personnes âgées et des femmes* ». Des représentants des diverses organisations ont fait partie des cortèges.

En Argentine, il y a eu des rassemblements, des actes politiques et des commémorations dédiés aux martyres de la résistance, avec le soutien d'innombrables organisations du mouvement social.

Au Brésil, le Mouvement métropolitain Xingu Vivo a réalisé un meeting le jeudi 15 octobre à Belém. Les interventions se sont centrées sur la destruction de la forêt amazonienne et les effets dramatiques de la construction de l'entreprise hydroélectrique Tucuruí sur le peuple amazonien et ses territoires.

En Uruguay, les organisations de la CONACHA (conseil de la nation Charrua) ont réalisé un meeting dans le centre ville de Montevideo, avec la participation de plusieurs organisations du mouvement social. Il a été question des ravages infligés à leurs forêts et leurs plantations soumises aux OGM et aux

firmes multinationales, avec la complicité des différents gouvernements.

En Equateur, du 8 au 11 octobre ont été organisés des débats à l'initiative d'une douzaine d'organisations associatives, toutes centrées sur la dénonciation des opérations des firmes d'extraction du charbon, la protestation contre la déforestation de l'Amazonie, contre la privatisation des services, pour « la résistance au modèle capitaliste, pour l'exigence et le respect du droit à la résistance ».



Au Pérou la confédération des travailleurs des mines (CONACAMI), l'Association interethnique de développement de la forêt amazonienne (AIDSESEP) et la Coordination andine des organisations indigènes (CAOI) ont réalisé à Santa Anita un meeting politique centré sur la criminalisation des protestations des indigènes et sur les propositions des ces peuples face au changement climatique, dont les pays développés et leurs multinationales sont responsables.

Au Guatemala, la manifestation unitaire du 12 octobre, à l'initiative de la coordination indigène et paysanne, ainsi que des organisations mayas, de droits humains, s'est conclue dans le sang, quand deux jeunes de 19 et 16 ans et un homme âgé, ont été criblés de balles par un inconnu en désaccord avec les revendications des indigènes.

En Colombie l'Autorité nationale du gouvernement indigène (ONIC) et des organisations associatives, politiques et universitaires, ont organisé une manifestation

Au Mexique, un appel à tous les peuples indigènes du pays et à leurs organisations a été publié, les invitant à construire dans l'unité un seul mouvement, pluriel et inclusif, afin de constituer un outil de leurs peuples pour la refondation de l'Etat mexicain.

Au Panama la date a été célébrée par une marche de 19 jours qui s'est déroulée dans la capitale, Panamá, avec des représentants du mouvement indigène afin d'exiger le respect de leurs territoires et des droits sociaux. Le 12 octobre les peuples indigènes, les paysans et les organisations populaires ont manifesté devant le siège de la présidence de la république, pour exiger la re-connaissance de leurs droits, et pour dénoncer l'activité minière des firmes en activité dans leurs territoires.

En Bolivie, le Tribunal international de justice climatique a réuni les organisations sociales boliviennes ainsi que des réseaux internationaux pour dénoncer l'impact climatique et la « violation des droits des communautés, des peuples et de la mère terre ».

La plupart des manifestations dans le continent ont été renforcées par la Coordination andine des organisations indigènes – CAOI, dont les objectifs sont la défense de la Terre et des territoires ; l'unité avec la Pacha Mama (la nature) ; la construction d'Etats plurinationaux et de sociétés interculturelles ; la reconnaissance des droits des peuples

¹ Voir Bulletin Amérique latines en lutte, n° 2 du NPA.

² En 1992, à l'occasion des « commémorations » du cinquième siècle de l'arrivée des européens, les peuples originaires ont décidé de donner aux Amériques le nom d'Abya Yala.

³ Les informations sur le déroulement de cette journée sont accessibles sur : <http://www.minkandina.org>

indigènes ; la reconstitution de leurs peuples avec la consolidation de leur articulation internationale ; le développement de la légitimité et de l'influence politique internationale du mouvement indigène ainsi que des alternatives qu'il propose; l'arrêt de la criminalisation des revendications indigènes et la démilitarisation de leurs territoires. Actuellement la coordination dénonce les effets des projets de l'IIRSA sur les peuples.

A New York, des organisations de migrants péruviens et de latino américains ont participé à une marche devant les sièges du Consulat péruvien et des Nations Unies pour demander l'arrêt de la criminalisation de l'exercice de leurs droits et pour les droits des peuples indigènes.

En Suisse, le 12 octobre, une centaine de personnes ont marché dans le centre de Zug, devant les sièges des multinationales Xstrata et Glencore, pour protester contre

l'exploitation des mines de charbon de Cerrejon en Colombie et contre les dégâts infligés au réservoir mondial de biodiversité en Patagonie, au Chili. -

En France, la date du 12 octobre a donné lieu à l'organisation de plusieurs événements du 10 au 31, à Paris autour d'un appel unitaire pour la solidarité avec les luttes des indigènes.

Les résistances exprimées par les peuples d'Amérique latine, sont en butte aux nouvelles tactiques des gouvernements des empires, et le coup d'Etat au Honduras est un test. En même temps, la dévastation des ressources n'est jamais remise en cause à cause des méga projets sur les territoires des originaires. C'est précisément pour cette raison qu'ils donnent rendez-vous non seulement pour se faire entendre à Copenhague, mais aussi pour préparer la suite...

Béatrice Whitaker

La lutte mapuche : dans les revendications des peuples autochtones des Amériques

Directeur de la revue mapuche *Azkintuwe*, Pedro Cayuqueo est un militant engagé de la cause mapuche, déjà emprisonné en 2005 à Traiguén, au sud du Chili, parce qu'il lutte pour la récupération de terres du peuple mapuche, autrefois volées par les envahisseurs européens.

Quelles sont les revendications particulières de la lutte mapuche et quel est votre positionnement par rapport aux autres luttes des indigènes des Amériques ?

Certaines revendications rejoignent celles de l'ensemble des peuples originaires d'Amérique latine, cependant, notamment au niveau politique, notre revendication spécifique est celle de la reconstitution d'une nation, d'un territoire propre.

Nous sommes le deuxième peuple indigène des Amériques par le nombre – presque deux millions répartis dans le Nord de la Patagonie chilienne et argentine – et jusqu'à un peu plus d'un siècle nous disposons d'une souveraineté politique et territoriale unique en Amérique latine, maintenue jusqu'à la fin du 19^e siècle à la suite de l'invasion planifiée par les Etats chilien et argentin.

Les autres peuples indigènes d'Amérique latine sont pour la plupart majoritaires sur leurs territoires. Alors le mouvement indigène dans ces pays concentre sa lutte à refonder des Etats, c'est à dire conquérir du pouvoir politique afin de transformer ces pays, comme c'est le cas en Bolivie avec Evo Morales ou en l'Equateur, où le mouvement indigène a fait tomber des gouvernements, ou le cas au Mexique où les *Zapatistas* disent : « Plus jamais un Mexique sans nous ». Cette situation ne pourra

jamais se reproduire au Chili car il n'existe pas de conditions subjectives au sein de la population pour une proposition indigène de changement social et structurel. Et en Argentine, la situation des Mapuches est encore différente vu qu'ils représentent une minorité absolue. D'ailleurs, il y a une réalité historique que l'on ne peut pas nier, nous avons été occupés par deux Etats et la réalité mapuche est diverse aujourd'hui en Argentine et au Chili.

La Bolivie avec Evo Morales représente-t-elle pour vous l'indigène et sa pensée au pouvoir ? S'agit-il d'un modèle que le peuple mapuche imiter ?

Le processus qui vit actuellement la Bolivie, nous permet de tirer des leçons importantes. L'une d'entre elles consiste à oser proposer une politique électorale avec des propositions qui ne s'adressent pas seulement aux indigènes, mais aussi aux Chiliens qui habitent la région et

qui subissent le système néolibéral.

Un autre enseignement est celui de comment les peuples indigènes en général, quelque soient leurs revendications, sont capables de générer une pensée politique inspirée de sa culture propre. Ainsi comme la Bolivie a fait appel à la sagesse aymara, dont les trois principes consistant à « ne pas voler », « ne pas mentir » et « être constant », afin de bâtir un bon gouvernement ; nous, les Mapuches, avons également quatre principes : *Kim che* (des gens sages), *Nor che*

(des honnêtes gens), *Newen che* (des braves gens) et *Kume che* (des gens bons), des valeurs fondamentales pour faire de la politique.

Par rapport à ton parcours militant, tu diriges depuis quelques années le journal [AZKINTUWE](#), le journalisme est-il pour toi un instrument de revendication mapuche ?

Le journalisme est pour moi ce que le cheval est aux Mapuches du 15^e siècle : beaucoup parmi eux ne le connaissaient pas et avaient en plus peur de lui, ils se sont vite rendu compte qu'il s'agissait d'un animal domesticable et très utile pour la lutte. Le journalisme est



donc pour moi un cheval que je suis en train de dresser. Le rapport du journalisme avec le cheval n'est pas anodin car il était le principal outil de guerre de l'Espagnol et aujourd'hui les médias sont l'outil principal des Etats néo-libéraux et des multinationales, alors cette analogie a un grand sens de nos jours.

Que représente le 12 octobre aujourd'hui dans le cœur d'un Mapuche ?

Cette date n'a pas une grande importance pour nous Mapuches. Cela est très difficile à comprendre, car le grand problème des Mapuches n'a pas été avec les Espagnols mais avec les Républiques. Avec l'Espagne nous avons des traités diplomatiques et un traité d'Assistance militaire, en vigueur surtout au moment de l'Indépendance du Chili car beaucoup de Mapuches ont lutté en faveur de l'Espagne contre les Chiliens.

Le 12 octobre est une date, malheureusement pour le reste des peuples indigènes de l'Amérique latine, triste et je partage la douleur qu'elle dégage, la rage et le sentiment de la fin de cultures et de formes de construction sociale ; mais pour les Mapuches elle ne représente qu'un accident historique, un accident auquel nous avons pu faire face. Nous avons en outre avec les Espagnols un pacte d'échange économique et ils respectaient au même temps nos terres. Au 19^e siècle, avant l'invasion argentine et chilienne, le peuple mapuche constituait une société très riche et en plein essor économique et culturel.

Propos recueillis par **Bettina Ghio**
octobre 2009

Mexique : coup de force contre le mouvement ouvrier

Dans la nuit du 10 Octobre 2009, alors que le Mexique fêtait sa qualification pour la Coupe du monde de football, la police et l'armée ont expulsé de leurs lieux de travail les Electriciens de « Luz y Fuerza del Centro », grande entreprise publique chargée d'assurer l'entretien du secteur électrique du « Grand México » et des villes alentour (plus du tiers de la distribution d'énergie du pays). La Compagnie a été dissoute par l'Etat et 44 000 (quarante quatre mille !) ouvriers licenciés avec suspension immédiate de leur salaire. Le fonds de retraite des travailleurs affiliés au SME (Sindicato Mexicano de Electricistas) a été saisi, ainsi que le Fondo de Resistencia (fonds de grève).

Prenant prétexte du déficit et de l'endettement de l'entreprise, de son « inefficacité », le gouvernement PRI-PAN⁴ a brutalement décidé d'accélérer la privatisation du secteur en le livrant aux intérêts privés, essentiellement étrangers et, pour ce faire, de liquider par la force le syndicat des électriciens. En fait, la direction de l'entreprise avait délibérément laissé se creuser les déficits puisque permettant que de nombreuses sociétés nationales et étrangères ne paient plus leurs factures (dont American Express, Comercial Mexicana et bien d'autres). Avec les méthodes habituelles du clientélisme et de la corruption, certains organismes publics faisaient de même, y compris la résidence présidentielle, certains ministères, les municipalités et les Etats fédéraux.

L'opération de liquidation de Luz y Fuerza del Centro avait été soigneusement préparée par le re-cours à des techniciens d'une autre entreprise publique appelés en renfort ainsi qu'à des entreprises privées « pirates » pour remplacer les électriciens licenciés. Mais faute de moyens et d'ouvriers compétents, de nombreux quartiers, surtout les plus défavorisés, à Mexico et dans l'immense zone qui l'entoure,

subissent quotidiennement de longues coupures de courant, suscitant manifestations et barrages de rues et de routes de la part de la population. Le risque d'une panne générale de distribution électrique est désormais envisagé.



Les « ex-travailleurs » de « Luz y Fuerza » ont aussitôt été incités à formaliser la résiliation de leur contrat de travail moyennant une « indemnisation » dépendant des années de présence dans l'entreprise. Pour ceux qui acceptaient de le faire avant mi-novembre, un « bonus » était versé à condition de renoncer à toute forme de recours contre l'Etat. Cette proposition avait évidemment pour but d'opérer d'entrée la division entre ceux qui acceptaient de liquider leur contrat et les autres.

Dans les jours qui ont suivi, devant la brutalité de ce véritable coup de force, sans précédent dans l'histoire récente du Mexique, la mobilisation s'est engagée pour aboutir, le 15 Octobre, à une énorme manifestation à Mexico et dans dix autres Etats du pays (300.000 manifestants à Mexico). De nombreuses autres corporations, notamment les enseignants se sont jointes au mouvement.

Le coup de force contre les électriciens doit être resitué dans un contexte de crise sociale et politique sans précédent. Le Mexique est aujourd'hui ravagé par la crise, avec des centaines

⁴ PRI (Partido Revolucionario Institucional) et PAN (Partido de Acción Nacional) forment la coalition de droite qui gouverne actuellement le pays sous la Présidence du « paniste » Felipe Calderón. Le PRD (Partido de la Revolución Democrática), principal parti d'opposition, pourrait être considéré de « centre gauche » mais il regroupe en son sein la plupart des courants « radicaux ». Une forte opposition conteste actuellement la ligne social-démocrate opportuniste suivie par Lopez Obrador, son Président.

La vie politique et syndicale reste marquée par le corporatisme « à la mexicaine » longtemps incarné par le PRI. Les syndicats servent souvent de base arrière et de relais aux partis politiques, notamment lors des campagnes électorales. Ce clientélisme se traduit souvent par la corruption des dirigeants et le bureaucratisme interne (charismo). Cependant, sous la pression de la base, un mouvement de fond pour augmenter et développer des syndicats indépendants et démocratiques est en cours. Mais tout syndicat nouveau doit encore recevoir « l'agrément » du Secrétariat du Travail.

de milliers d'ouvriers licenciés, notamment dans le secteur des « maquiladoras » (usines étrangères, surtout américaines, implantées dans le pays pour bénéficier des bas coûts de la main d'œuvre). Le Mexique, très dépendant des Etats-Unis pour ses exportations subit, ainsi, en l'amplifiant, la crise américaine. A cela, il faut ajouter la baisse importante des « remesas », contributions envoyées par les émigrés à leurs familles, elles aussi premières victimes de l'explosion du chômage américain. Ces « remesas » constituaient, après le pétrole, la plus importante source de devises pour le pays.

Au Mexique, selon les chiffres officiels, le chômage équivaldrait à 7% de la population économiquement active. Mais ce chiffre n'a guère de signification quand on sait que le seul travail informel, travail de survie non recensé, concerne plus de 20% de la population. La dégradation de la situation sociale se mesure par l'aggravation considérable de la pauvreté. Entre 2006 et 2008, plus de deux millions de mexicains sont tombés dans l'extrême pauvreté. Les pauvres au sens large concernaient déjà en 2008 plus de la moitié des 107 millions de mexicains. La hausse des prix et les baisses imposées sur les salaires réduisent chaque jour le pouvoir d'achat des salariés mais aussi de ceux qui ont obtenu le droit de percevoir les maigres « aides sociales »⁵.

Malgré cela, le gouvernement Calderón vient d'imposer au Parlement, à l'issue de débats houleux, l'adoption d'un « paque-te fiscal » : hausse de l'impôt sur le revenu, hausse de l'impôt sur la valeur ajoutée et nouvelles taxes sur les services, notamment le téléphone. Il s'agit là surtout de ponctionner un peu plus les restes d'une classe moyenne déjà fortement paupérisée car les plus hauts revenus, les entreprises, les commerces et les banques ne paient pratiquement pas d'impôts.

Au Mexique, la lutte engagée par les 44 000 électriciens de « Luz y Fuerza » a radicalisé l'ensemble du mouvement social. Le total discrédit politique du gouvernement Calderón, son incapacité à combattre les trafics et les exactions sanglantes des cartels de la drogue souvent liés à la police et aux politiciens locaux ont généré un énorme mécontentement dans la population et ouvert la voie à une multitude d'actions populaires et de grèves jusqu'à présent restées isolées. Mais maintenant, en dépit des efforts de certains responsables syndicaux et politiques, plus soucieux de la poursuite du « dialogue » avec le pouvoir que de la réintégration des 44 000 licenciés de « Luz y Fuerza », l'affrontement avec l'Etat devient inévitable. Sont concernés tous les secteurs en crise : les entreprises privées en grève ou occupées, les travailleurs de l'éducation revendiquant 20% d'augmentation de leurs salaires, les employés des organismes privatisés d'assurance sociale, ceux des hôpitaux mais aussi les organisations paysannes et indigènes confrontées à l'effondrement des prix agricoles et à la sécheresse.

La question à l'ordre du jour est désormais celle de la centralisation de tous ces mouvements. Une étape en ce sens a été réalisée le samedi 24 Octobre à Mexico : des délégués de centaines d'organisations sociales, venus de tout le pays, ont participé à une « Assemblée Nationale de résistance populaire » et décidé de soutenir la lutte du Syndicat des Electriciens, tout en faisant valoir leurs propres revendications. Malgré l'urgence de la situation (les 44.000 licenciés privés de salaire depuis trois semaines) et les cris répétés par la masse des participants : huelga ! huelga ! (grève ! grève !), les dirigeants du Syndicat des électriciens ont reporté à début Novembre, la décision d'une grève nationale contre le décret

de liquidation de « Luz y Fuerza » et contre le « paquete fiscal ».

Au Mexique, la provocation du gouvernement contre « Luz y Fuerza » ouvre une nouvelle étape de la mobilisation populaire. La combativité et la conscience des travailleurs n'est pas en cause mais, là comme ailleurs, il leur faudra pour aboutir, contrôler et décider les formes de leur mouvement. De fait, la défense des droits élémentaires du salariat, de la paysannerie, des chômeurs et des pauvres pose aujourd'hui la question politique du gouvernement Calderón, gouvernement brutal, cynique et corrompu, à la solde de multinationales avides de profit. C'est l'organisation même de la société qui est en cause. Le capitalisme a fait son temps. Dès à présent, dans l'action, doivent être envisagées et construites les formes d'une organisation socialiste de la société⁶.

Robert Rollinat
Mexico, 26 Octobre 2009

KRAFT (ARGENTINE) : LA CLASSE OUVRIERE ET SON COMBAT

Depuis 2 mois, le conflit de Kraft est en Argentine un élément central du combat des exploités contre le patronat, le gouvernement et la domination impérialiste.

Cette grève a connu d'importants développements, marqués par l'organisation ouvrière à la base, l'occupation des lieux de travail, la mobilisation populaire dans les rues de Buenos Aires, la solidarité active des étudiants, la présence des piqueteros. Elle montre aussi l'apparition et la consolidation d'un nouveau syndicalisme et a ouvert un débat sur le rôle des organisations politiques.

La mobilisation avait comme revendication l'annulation des licenciements décidés par les patrons et la réintégration de tous les délégués syndicaux. La combativité a redoublé après la répression du vendredi 25 septembre quand la police a délogé les ouvriers de l'usine occupée et suite à l'intervention directe de l'ambassade nord-américaine.

Kraft est la seconde multinationale du secteur agroalimentaire derrière Nestlé. L'usine de General Pacheco, dans la banlieue Nord de Buenos Aires, est la principale unité agroalimentaire d'Argentine. L'entreprise essaie par le biais de ces licenciements de se débarrasser des syndicalistes combatifs qui, au sein de l'usine, mènent un

⁵ Ainsi « Programa Oportunidades », système d'aide aux familles les plus pauvres avec enfants (environ 70 euros mensuels) et l'allocation « vieillesse » aux plus de 70 ans (37 euros). Au Mexique, le salaire minimum mensuel légal est actuellement d'environ 1500 pesos (83 euros).

⁶ Sources : les quotidiens « La Jornada », « El Financiero », « El Universal », la revue « Proceso », n°179, 11 octobre 2009. Pour leurs patientes explications sur l'état actuel des partis politiques et des syndicats au Mexique, un grand merci à Max Ortega Aguirre, Ana Alicia Solis, Abelardo Mariña Flores, organisateurs du colloque international « Socialismo, capitalismo y movimientos sociales », Universidad Autónoma Metropolitana, 19-22 octobre, Mexico.

combat très dur en défense des droits des travailleurs. Kraft comme l'ensemble de la bourgeoisie demandent une politique de surexploitation comme réponse à la crise. Dans cette usine, le patronat s'est refusé à toute mesure de protection contre la grippe A et a annoncé l'intention de passer d'un régime de « trois-huit » à un autre de « deux-douze heures ».

La grève et la mobilisation ont imposé à Kraft et au gouvernement la voie de la « négociation ». Les délégués syndicaux sont revenus à l'usine par décision de la justice et on a proposé finalement un « accord » qui décrète la « paix sociale » et



maintient plus de 100 licenciements.

C'est la conduite typique d'un gouvernement appelé « progressiste », qui négocie au même temps l'appui du FMI du capital financier et mène une politique de cooptation étatique du mouvement ouvrier à travers la collaboration des directions syndicales bureaucratiques et pourries.

La lutte a été menée par la « comisión interna », le comité qui représente les ouvrier(e)s de l'usine.

Ce comité (11 membres) résulte d'un long affrontement entre les délégués de la base et la direction du syndicat. Le conflit est aussi politique. Le secrétaire du comité adhère au PCR (maoïste) et un des délégués les plus combattifs adhère au PTS (Partido de los Trabajadores Socialista, trotskiste). Daer, secrétaire général du syndicat de l'alimentation, a toujours parlé de son combat contre l'« ultragauche » au nom du péronisme.

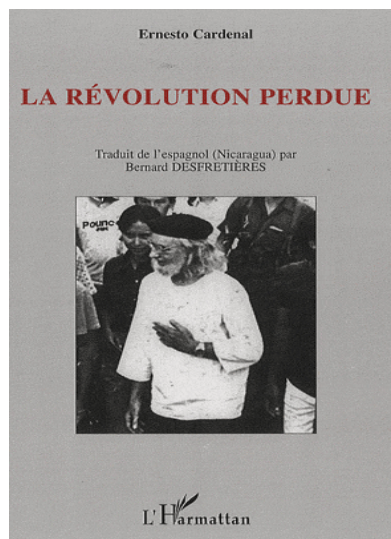
Mais l'accord proposé par les patrons et le gouvernement a divisé le comité d'usine. Le secrétaire était favorable à son adoption et il a pu passer grâce à ce recul. On peut dire que les forces conjuguées de l'Etat et du capital ont réussi à imposer ses conditions, mais seulement en partie.

La lutte de Kraft a permis de limiter les effets de la politique capitaliste et aussi d'affirmer une nouvelle couche de militants ouvriers. Le mardi 3 novembre après l'imposition de la « paix sociale » et la division du comité d'usine, on a réalisé l'élection d'un nouveau comité. Les conditions étaient très dures, à commencer par l'exclusion des licenciés. 3 listes se sont présentées : celle du secrétaire général, celle de la bureaucratie et celle du secteur combatif. C'est cette dernière qui a eu la majorité. C'est une victoire qui montre une tendance de fond de l'évolution du mouvement ouvrier argentin et de la lutte de classes.

Le Parti Ouvrier et le PTS ont joué un rôle énorme dans la grève et la mobilisation populaire dans la ville de Buenos Aires, au point de faire de Kraft une cause nationale. C'est aussi une avancée dans la jonction entre les organisations politiques de la classe ouvrière opposée au gouvernement et la lutte anticapitaliste de tous les jours dans les usines et les quartiers.

Marcelo Nowersztern

Compte rendu de lecture



Ernesto Cardenal, *La révolution perdue*

Paris, l'Harmattan, 2008, 475 p.

Cet ouvrage constitue le troisième tome des mémoires du révolutionnaire, poète et théologien de la libération nicaraguayen Ernesto Cardenal. Un premier regret son prix : 42 euros !! A 30 ans de la victoire, en juillet 1979, de la révolution sandiniste, saluons néanmoins cette parution en français. Nous sommes face à 500 qui brossent l'histoire de cette épopée révolutionnaire et de sa défaite. Une première valeur de cet écrit est de plonger dans les pensées et la vie tumultueuse d'un chrétien engagé, qui a toujours entendu concilier sa foi chrétienne avec son engagement anti-impérialiste et anticapitaliste. On y trouve ainsi les profonds questionnements existentiels d'un tel engagement, souvent déchiré face au destin de la révolution de ce petit pays d'Amérique centrale. Agé aujourd'hui de 83 ans, Cardenal revient sur 40 ans de vie politique, religieuse et littéraire. Son récit remonte pour débiter ce volume à la révolte d'avril 1950 à laquelle il participa contre le dictateur Somoza. Surtout, le poète décrit la longue lutte contre le pouvoir discrétionnaire du clan Somoza, soutenu à bout de bras par l'impérialisme états-unien. Il raconte les conditions de constitution du *Frente Sandinista de Liberación Nacional* (FSLN), mouvement nationaliste et guérillero, fondé par Carlos Fonseca et par Tomas Borge en 1961, organisation plusieurs fois démantelée et reconstruite. Les années de lutte armée et de combat idéologique parcourent le livre. La seconde partie du livre décrit le Nicaragua « libre »,

« grâce à Dieu et à la révolution », suite à la marche de l'armée du FSLN sur Managua avec l'appui de milices populaires et le renversement du régime somoziste par une grève générale. Un pays en lutte, mais aussi un pays en fête : des « jours difficiles et heureux » qui ne reviendront jamais... Après la chute de la dictature, Cardenal sera nommé ministre de la culture. Il revient également sur l'épisode fameux de la venue du Pape Jean Paul II à Managua en 1983, le « St Père » anti-communiste l'admonestant copieusement devant les caméras du monde entier. Mais si le Nicaragua « s'est bien trouvé lui-même », les nuages s'accumulent rapidement : pillé par les Somoza, sorti exsangue de la révolution, ce petit pays a dû subir dès 1979 l'embargo criminel des États-Unis, puis supporter une virulente contre-révolution armée, financée par la CIA. D'ailleurs, l'auteur développe finalement assez peu cet aspect, pourtant central. On ne trouvera pas non plus dans ce livre un retour (auto)critique sur les limites du sandinisme, ce qui est dommage⁷. En février 1990, le FSLN fait face à sa première grande défaite électorale : le « pire cauchemar » selon l'auteur. Sans tirer un coup de feu, le FSLN livre le gouvernement à la droite, après s'être fait enfermer dans une campagne où l'opposition et la CIA parviennent à installer l'idée que voter sandiniste, c'est voter pour la guerre... La relève est prise alors par trois gouvernements successifs, tous néolibéraux. Dans les dix dernières pages pointe néanmoins une certaine réflexion critique sur la perte de l'appui de la paysannerie, des formes de pouvoir populaire remplacées peu à peu par le verticalisme du FSLN. Il rappelle le goût amer la « piñata » : après la défaite, une partie des dirigeants du FSLN se sont appropriés bâtiments, entreprises, maisons, véhicules, propriétés au nom de la « construction du parti dans l'opposition »... Pour Cardenal, à partir de ce moment : « la révolution a été trahie » par Daniel Ortega et c'est pour cette raison qu'il a démissionné du parti en 1994, « un des premiers ». On connaît la suite : le même Ortega a gagné les élections présidentielles en novembre 2006 après une longue rénovation politique du FSLN dans l'opposition parlementaire⁸. Cardenal lui n'a pas changé d'avis et est resté un critique farouche de "l'orteguisme", bien loin -selon lui- du sandinisme. Fort de ce constat, on comprendra la nostalgie de ce brillant poète révolutionnaire, rebelle jusqu'au bout : « Elle a été belle cette révolution ; nous avons été nombreux à l'aimer et nous sommes encore nombreux à en rester nostalgiques »...

Franck Gaudichaud

Homage



Mercedes Sosa : la voix de la souffrance latino-américaine

Le 4 octobre dernier, l'une de plus grandes voix du monde et particulièrement du chant protestataire d'Amérique latine s'est éteinte laissant un grand vide et une profonde tristesse. Mercedes Sosa, la Negra, avec une trajectoire artistique de presque 60 ans et quelque 46 œuvres discographiques, était l'icône de la musique folklorique latino-américaine avec un chant porteur d'un profond compromis social.

Dès son premier album « Canciones con fundamento » (« des chansons avec raison ») elle dénonce les problèmes sociaux et devient porte voix des luttes démocratiques.

Née en 1935 dans le Nord argentin, celle pour qui « la vie n'était faite que de chant » commence à chanter à l'âge de 15 ans et rencontre un grand succès artistique à partir de 1965. En 1972 sort *Hasta la victoria siempre*, un disque chargé de contenu social et politique qui connaît la censure argentine. Pendant la dictature militaire, instaurée en 1976, ses disques sont interdits au public, principalement celui intitulé simplement Mercedes Sosa qui rend hommage à Victor Jara et à Pablo Neruda.

Malgré la menace de la dictature, elle décide de rester en Argentine jusqu'à 1979 où est arrêtée après la sortie de son disque *Serenata para la tierra de uno*. Exilée d'abord à Paris puis à Madrid, ses concerts deviennent alors une dénonciation ouverte de la dictature militaire en Argentine et sa chanson « *Todo cambia* » l'hymne des exilés argentins. A la fin de la dictature, en 1982, et « à la façon de la cigale » qui chante au soleil après un an passé sous terre, elle revient chanter en Argentine.

Femme d'une lucidité exceptionnelle, elle abordait par ses chants les problèmes et les difficultés de son époque, passant par les souffrances des paysans et des indigènes face au patronat et aux propriétaires terriens, par la dénonciation de la dictature et la mise en péril de la démocratie jusqu'aux conséquences plus actuelles des politiques néolibérales. Bref, c'est elle-même qui a défini le rôle de ses chansons dans son dernier album, *Cantora* : « Ces prix ne me sont pas seulement décernés parce que je chante, mais parce que je pense. Je pense aux êtres humains et à l'injustice. Je pense que si je n'avais pas pensé, mon destin n'aurait pas été le même. Il aurait été celui d'une chanteuse banale. Je me rends compte, de ce fait, que je ne me suis pas trompée quand j'ai commencé à penser idéologiquement ».

Autant de disques, de concerts, de chansons qui sont des legs infinis d'une artiste qui a toujours été alerte, sensible et capable d'interpréter comme personne la tristesse, la colère et la nostalgie de la réalité latino-américaine.

Bettina Ghio

⁷ A ce propos, on consultera avec intérêt les travaux du sociologue sandiniste Orlando Nuñez, qui parle lui aussi de « révolution perdue » (Orlando Nuñez, *La guerra en Nicaragua*, CIPRES, 1991 et *En busca de la Revolución perdida*, CIPRES, 1992).

⁸ Voir : Hernan Calvo Ospina, « Les quatre temps du sandinisme », *Le Monde Diplomatique*, juillet 2009.

Agenda

Conférence CADTM

Coup d'État au Honduras

Enjeux et perspectives

Jérôme Duval et Blanca Ochoa du Honduras

Vendredi 20 novembre 2009 à 19h

Montpellier (34)

Conférences, débats

concerts, films

Rencontres Solidaires avec la Bolivie Plurinationale souveraine et démocratique

Samedi 21 Novembre de 15h à 21h

Espace Jean Dame, 17, Rue Léopol Bellan

75002 Paris

Métro : Sentier ou Les Halles

Artisanat, restauration typique

L'Amérique Latine au Festival

Migrant'scène

Lundi 23 novembre 2009 à 19h30

à la Maison de l'Amérique Latine

217, boulevard Saint Germain

75007 Paris

Métro : Solférino

Tél. : 01 4954 7500

Conférence - débat

Le coup d'état au Honduras

25 novembre à partir de 19h 30

à l'Equitable Café 54 cours Julien

13006 Marseille

Organisé par le Repaire de Marseille avec des militants d'associations de solidarité avec l'Amérique latine

Rassemblement en solidarité avec les travailleurs péruviens

Jeudi 26 Novembre 2009

RV de 16 à 19 heures

devant l'ambassade du Pérou,

50, avenue Kléber, Paris

rassemblement en solidarité avec les travailleurs péruviens et l'Association pour le développement de la forêt péruvienne (Aidesep).

Projection- débat

GUATEMALA

Jeudi 26 novembre 20h30

Cinéma Action Christine

4, rue Christine - 75006 Paris

M° Odéon, Saint-Michel

Prix des places : 6€ Tarif réduit 4,50€

Le film : *The business of Gold : chronique d'un conflit (52')*

Le film montre comment la politique d'exploitation massive des ressources naturelles impulsée depuis les accords de paix a provoqué une hausse préoccupante de la conflictualité sociale en même temps que la violation systématique des droits des populations indigènes du Guatemala.

Recontre européenne

des amis du MST

à Liepzig du 10 au 13 décembre.

Manifestation « climat »

Samedi 12 décembre

Copenhague, Danemark

Tous à Copenhague !



Elections en Amérique latine :

29/11/2009 - Honduras, élections imposées par les putschistes

06/12/2009 - Bolivie, élections présidentielle et législatives.

11/12/2009 - Chili, élections présidentielle et législatives.

Pour nous contacter ou recevoir les prochains bulletins : ameriqueslatinesenlutte@gmail.com

2 rue Richard Lenoir, 93100 Montreuil – Tél.: 06 06 75 11 09 / www.npa2009.org

VISITEZ NOTRE BLOG ! <http://ameriquelatineenlutte.blogspot.com>